



Commission paritaire du transport et de la logistique

1400103 Entreprises d'autocars

| | |
|---|-----------|
| Rémunération des services occasionnels | 3 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 3 |
| Indemnité R.G.P.T..... | 6 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 6 |
| Convention collective de travail du 3 juillet 2009 (95189) | 10 |
| Les heures supplémentaires | 12 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 12 |
| Une prime d'absence..... | 15 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 15 |
| Travail dominical et travail les jours fériés | 18 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 18 |
| Prime d'ancienneté..... | 21 |
| Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)..... | 21 |
| Intervention dans les frais d'obtention de permis de conduire et sélection médicale | 24 |
| Convention collective de travail du 21 mai 2001 (57773), modifiée par la CCT du 10 avril 2008 (88095) | 24 |
| Intervention dans les frais de la carte de conducteur pour le tachygraphe digital..... | 26 |
| Convention collective de travail du 29 août 2006 (80745)..... | 26 |
| Assurance assistance | 28 |
| Convention collective de travail du 16 octobre 2007 (85598)..... | 28 |
| Indemnité en cas de perte du certificat de sélection médicale et en cas de décès suite à un accident dans la vie privée | 30 |
| Convention collective de travail du 16 octobre 2007 (85594)..... | 30 |
| Prime de fin d'année..... | 32 |
| Convention collective de travail du 15 décembre 2011 (108.085) (personnel roulant)..... | 32 |
| Convention collective de travail du 15 décembre 2011 (108.083) (personnel de garage)..... | 34 |
| Frais de transport | 38 |
| Convention collective de travail du 1er juin 1972 (1.320)..... | 38 |
| Pension complémentaire | 40 |
| Convention collective de travail du 25 juin 2008 (88.917) | 40 |
| Convention collective de travail du 25 juin 2008 (88.918), modifiée par la CCT du 20 janvier 2011 (103.293) et la CCT du 20 octobre 2011 (107.039) | 40 |
| Éco-chèques | 42 |



| | |
|---|-----------|
| Convention collective de travail du 26 novembre 2009 (97012) (personnel de garage)..... | 42 |
| Convention collective de travail du 20 octobre 2011 (107042) (personnel de garage)..... | 45 |
| Assurance hospitalisation | 49 |
| Convention collective de travail du 13 septembre 2010 (101890)..... | 49 |



Rémunération des services occasionnels

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;
2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;
3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VI.

Rémunération des services occasionnels

Art. 8. L'employeur garantit à chaque chauffeur assurant un service avec un chauffeur à bord, une rémunération journalière garantie établie en fonction du temps de service journalier sur base du tableau suivant :

| | |
|--------------------------------|-----------|
| Temps de service - 1 chauffeur | Salaire |
| jusque 6 heures | 55,65 EUR |
| 6 heure 01 – 12 heure | 91,69 EUR |
| par heure au-delà de 12 heures | 10,18 EUR |

Art. 9. Si le temps de service jusque 6 heures pour les services avec un chauffeur n'est pas entièrement occupé par des prestations en services occasionnels, il ne peut pas être complété par des prestations en services réguliers spécialisés.



D'éventuelles prestations en services réguliers spécialisés sont, dans ce cas, payées en plus de la rémunération en services occasionnels, sauf si la prestation en services réguliers spécialisés dure plus longtemps que la prestation en services occasionnels. Dans ce cas, l'ensemble de la prestation est rémunérée selon le barème d'application en services réguliers spécialisés.

Art. 10. L'employeur garantit à chaque chauffeur assurant un service avec plusieurs chauffeurs à bord, une rémunération journalière garantie établie en fonction du temps de service journalier sur base du tableau suivant :

| Temps de service plusieurs chauffeurs | Salaire |
|---------------------------------------|------------|
| 11 heures | 74,60 EUR |
| 12 heures | 82,26 EUR |
| 13 heures | 90,03 EUR |
| 14 heures | 97,71 EUR |
| 15 heures | 105,46 EUR |
| 16 heures | 113,22 EUR |
| 17 heures | 120,85 EUR |
| 18 heures | 128,62 EUR |
| 19 heures | 136,30 EUR |
| 20 heures | 144,06 EUR |
| 21 heures | 151,81 EUR |

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adaptés une fois par an au 1er octobre selon la formule reprise dans la convention collective du travail du 29 juillet 1982, enregistrée sous le numéro 8140/CO/140.3, à savoir :

$$\frac{\text{salaire payé x indice septembre année en cours}}{\text{indice septembre année précédente}}$$

CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*

Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008.

Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée



Indemnité R.G.P.T.

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;

2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;

3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VI.

Rémunération des services occasionnels

Art. 8. L'employeur garantit à chaque chauffeur assurant un service avec un chauffeur à bord, une rémunération journalière garantie établie en fonction du temps de service journalier sur base du tableau suivant :

| | |
|--------------------------------|-----------------|
| Temps de service - 1 chauffeur | Indemnité RGPT |
| jusque 6 heures | 1,21 EUR/heure |
| 6 heure 01 – 12 heure | 1,21 EUR/heure |
| par heure au-delà de 12 heures | 1,21 EUR/ heure |

Art. 9. Si le temps de service jusque 6 heures pour les services avec un chauffeur n'est pas entièrement occupé par des prestations en services occasionnels, il ne peut pas être complété par des prestations en services réguliers spécialisés.

D'éventuelles prestations en services réguliers spécialisés sont, dans ce cas, payées en plus de la rémunération en services occasionnels, sauf si la prestation en services



réguliers spécialisés dure plus longtemps que la prestation en services occasionnels. Dans ce cas, l'ensemble de la prestation est rémunérée selon le barème d'application en services réguliers spécialisés.

Art. 10. L'employeur garantit à chaque chauffeur assurant un service avec plusieurs chauffeurs à bord, une rémunération journalière garantie établie en fonction du temps de service journalier sur base du tableau suivant :

| Temps de service plusieurs chauffeurs | Indemnité RGPT |
|---------------------------------------|-----------------|
| 11 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 12 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 13 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 14 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 15 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 16 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 17 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 18 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 19 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 20 heures | 1,21 EUR/ heure |
| 21 heures | 1,21 EUR/ heure |

CHAPITRE VIII. *Dispositions salariales communes*

Art. 13..... Pour un temps de service jusque 6 heures entièrement presté à l'étranger dans le cadre d'un voyage de plusieurs jours, le chauffeur reçoit 75,49 EUR. L'indemnité RGPT est calculée en fonction de la durée du temps de service.

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adaptés une fois par an au 1er octobre selon la formule reprise dans la convention collective du travail du 29 juillet 1982, enregistrée sous le numéro 8140/CO/140.3, à savoir :

$$\frac{\text{salaire payé x indice septembre année en cours}}{\text{indice septembre année précédente}}$$

CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*

Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008



Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Convention collective de travail du 3 juillet 2009 (95189)

Programmation sociale 2009-2010 du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Augmentation du pouvoir d'achat*

Art. 2. La valeur horaire de l'indemnité RGPT est augmentée de 0,07 EUR au 1er octobre 2009 après l'accord préalable de l'ONSS de ne pas imposer les montants supplémentaires. Pour atteindre cet objectif, les parties signataires s'engagent à faire en commun toutes les démarches nécessaires avant le 31 août 2009. Ce montant est ajouté au résultat de l'indexation annuelle à effectuer à cette date conformément à l'article 18 de la convention collective de travail du 4 mai 2009.

Art. 3. La valeur horaire de l'indemnité RGPT est augmentée de 0,03 EUR au 1er janvier 2010 après l'accord préalable de l'ONSS de ne pas imposer les montants supplémentaires. Pour atteindre cet objectif, les parties signataires s'engagent à faire en commun toutes les démarches nécessaires avant le 31 août 2009.

CHAPITRE III. *Indexation au 1er octobre 2009*

Art. 5. Si le résultat de l'indexation à effectuer le 1er octobre 2009 conformément à l'article 18 de la convention collective de travail du 4 mai 2009 est négatif, les montants mentionnés dans cette convention collective de travail restent d'application



jusqu'au 30 septembre 2010, à l'exception de la valeur horaire de l'indemnité RGPT qui est adaptée conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus après l'accord préalable de l'ONSS de ne pas imposer les montants supplémentaires.

CHAPITRE IV. *Durée de validité*

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur à partir du 1er juillet 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Les heures supplémentaires

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;

2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;

3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VIII. *Dispositions salariales communes*

Art. 12. La durée totale du temps de service est fixée à 1 564,5 heures par semestre. Les services qui sont effectués au-delà de cette limite sont indemnisés à titre d'heures supplémentaires. Les heures supplémentaires sont rémunérées à 11,87 EUR par heure. Les heures supplémentaires effectuées un dimanche, un jour férié et leurs jours de compensation sont rémunérées à 15,82 EUR par heure.

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adaptés une fois par an au 1er octobre selon la formule reprise dans la convention collective du travail du 29 juillet 1982, enregistrée sous le numéro 8140/CO/140.3, à savoir :

$$\frac{\text{salaire payé x indice septembre année en cours}}{\text{indice septembre année précédente}}$$

CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*



Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008.

Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Une prime d'absence

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;

2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;

3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VIII. *Dispositions salariales communes*

Art. 13. Un jour d'inactivité à l'étranger est compensé par une prime d'absence égale à 75,49 EUR. L'indemnité RGPT n'est pas due pour ce jour d'inactivité.

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adaptés une fois par an au 1er octobre selon la formule reprise dans la convention collective du travail du 29 juillet 1982, enregistrée sous le numéro 8140/CO/140.3, à savoir :

$$\frac{\text{salaire payé x indice septembre année en cours}}{\text{indice septembre année précédente}}$$

CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*



Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008.

Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Travail dominical et travail les jours fériés

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;

2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;

3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VIII. *Dispositions salariales communes*

Art. 12. La durée totale du temps de service est fixée à 1 564,5 heures par semestre. Les services qui sont effectués au-delà de cette limite sont indemnisés à titre d'heures supplémentaires. Les heures supplémentaires sont rémunérées à 11,87 EUR par heure. Les heures supplémentaires effectuées un dimanche, un jour férié et leurs jours de compensation sont rémunérées à 15,82 EUR par heure.

Art. 17. Les jours de compensation du travail effectué les dimanches qui ne sont pas récupérés dans les six jours ainsi que les jours de compensation pour les jours fériés sont indemnisés à l'aide d'un montant forfaitaire de 91,69 EUR.

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adaptés une fois par an au 1er octobre selon la formule reprise dans la convention collective du travail du 29 juillet 1982, enregistrée sous le numéro 8140/CO/140.3, à savoir :

$$\frac{\text{ Salaire payé } \times \text{ indice septembre année en cours }}{\text{ indice septembre année précédente }}$$



CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*

Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008.

Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Prime d'ancienneté

Convention collective de travail du 4 mai 2009 (92138)

Conditions de rémunération et de travail du personnel roulant effectuant des services occasionnels

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 3. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail :

1. les termes "services occasionnels" et "services réguliers internationaux" ont l'acception définie par le Règlement CEE n° 648/92 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus, modifié par le Règlement CE n° 11/98;

2. le temps de service journalier est la période comprise entre deux temps de repos journaliers, entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ou entre un temps de repos hebdomadaire et un temps de repos journalier, même s'il s'étend sur deux jours civils. Entre deux amplitudes, un minimum de temps de repos doit toujours être pris, comme fixé par le Règlement CE n° 561/2006;

3. le temps de conduite est la période pendant laquelle le conducteur conduit l'autocar;



4. le temps de repos journalier est celui déterminé par le Règlement CE n° 561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.

Sont compris dans le temps de repos journalier :

a. le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail;

b. le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile du conducteur au garage de l'entreprise et inversement.

Toutefois, lorsque l'autocar n'est pas stationné au garage de l'entreprise, le temps nécessaire pour parcourir les distances de et vers l'endroit où se trouve l'autocar, est considéré comme temps de service dans la mesure où il est supérieur à celui que le conducteur consacre normalement au déplacement de et vers le garage de l'entreprise;

5. le temps de travail est le temps déterminé par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport collectif de personnes par route exécutant des services occasionnels ou des services réguliers internationaux;

6. le jour civil est la période comprise entre 0 h et 24 h;

7. le semestre est la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin inclus ou entre le 1er juillet et le 31 décembre inclus.

CHAPITRE VI.

Rémunération des services occasionnels

Art. 8. L'employeur garantit à chaque chauffeur assurant un service avec un chauffeur à bord, une rémunération journalière garantie établie en fonction du temps de service journalier sur base du tableau suivant :

| Temps de service - 1 chauffeur | Salaire | Indemnité RGPT |
|--------------------------------|-----------|-----------------|
| | | - |
| jusque 6 heures | 55,65 EUR | 1,21 EUR -heure |
| 6 heure 01 – 12 heure | 91,69 EUR | 1,21 EUR -heure |
| par heure au-delà de 12 heures | 10,18 EUR | 1,21 EUR-heure |

Art. 10. De werkgever verzekert aan elke bestuurder die een dienst uitvoert met meerdere bestuurders aan boord, een gewaarborgde dagbezoldiging berekend in functie van de dagelijkse dienstduur, volgens onderstaande tabel



| Temps de service plusieurs chauffeurs | Salaire | Indemnité RGPT |
|---------------------------------------|------------|----------------|
| - | - | - |
| 11 heures | 74,60 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 12 heures | 82,26 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 13 heures | 90,03 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 14 heures | 97,71 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 15 heures | 105,46 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 16 heures | 113,22 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 17 heures | 120,85 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 18 heures | 128,62 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 19 heures | 136,30 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 20 heures | 144,06 EUR | 1,21 EUR-heure |
| 21 heures | 151,81 EUR | 1,21 EUR-heure |

CHAPITRE VII. *Supplément d'ancienneté*

Art. 11. Un supplément d'ancienneté de 2 EUR/prestation est accordé à partir du 1er janvier 2009 sur les rémunérations journalières mentionnées aux articles 8 et 10 de la présente convention aux chauffeurs ayant une ancienneté de minimum 10 ans dans la même entreprise. Pour la détermination de l'ancienneté, il est tenu compte de la date de début du contrat de travail comme chauffeur services occasionnels. Pour les chauffeurs ayant conclu plusieurs contrats de travail à durée déterminée ou pour un travail nettement défini, il est tenu compte de la date de début du premier contrat de travail comme chauffeur services occasionnels.

CHAPITRE IX. *Entrée en vigueur*

Art. 20. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 octobre 1989 modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2005 et par la convention collective de travail du 16 février 2008. Elle entre en vigueur à partir du 1er mai 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Intervention dans les frais d'obtention de permis de conduire et sélection médicale

Convention collective de travail du 21 mai 2001 (57773), modifiée par la CCT du 10 avril 2008 (88095)

Intervention dans les frais d'obtention du permis de conduire et de la sélection médicale dans les entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars

CHAPITRE 1er. *Champ d'application*

Article 1^{er}. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'à leurs ouvriers.

§ 2. Par "services réguliers" on entend : le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

§ 3. Par "services réguliers spécialisés" on entend : les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus que 9 places (le chauffeur compris).

§ 4. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par "services occasionnels" on entend : également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 5. Par "ouvriers" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

(L'article est modifié par la CCT du 10 avril 2008, numéro d'enregistrement 88095, à partir du 17 janvier 2008)



CHAPITRE II. *Intervention dans les frais du permis de conduire*

Art. 2. Les ouvriers et les ouvrières, visés à l'article 1er § 3, ont droit au remboursement des frais administratifs réels pour l'obtention du permis de conduire. Le montant de ce remboursement est néanmoins limité à un maximum de 11,16 EUR.

CHAPITRE III. *Intervention dans les frais de sélection médicale*

Art. 3. Les ouvriers et les ouvrières visés à l'article 1er § 3, ont droit au remboursement des frais médicaux réels pour l'obtention de la sélection médicale. Le montant de ce remboursement est néanmoins limité à un maximum de :

- 39,66 EUR pour l'examen des yeux;
- 42,14 EUR pour l'examen médical.

CHAPITRE V. *Disposition transitoire*

Art. 5. Pour la période du 1er juin 2001 jusqu'au 31 décembre 2001 inclus, le montant de 450 BEF s'applique à la place du montant de 11,16 EUR mentionné à l'article 2, le montant de 1 600 BEF à la place du montant de 39,66 EUR, mentionné à l'article 3 et le montant 1 700 BEF à la place du montant de 42,14 EUR, mentionné à l'article 3.

CHAPITRE VI. *Durée de validité*

Art. 6. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er juin 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.



Intervention dans les frais de la carte de conducteur pour le tachygraphe digital

Convention collective de travail du 29 août 2006 (80745)

Intervention dans les frais relatifs à la délivrance de la carte de conducteur pour le tachygraphe digital aux ouvriers des entreprises de services publics et spéciaux d'autobus et d'autocars

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de services publics et spéciaux d'autobus et d'autocars qui ressortissent à la Commission paritaire du transport ainsi qu'à leurs ouvriers(ières).

CHAPITRE II. Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente convention, on entend par :

1° "fonds social" : le "Fonds social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars", créé par convention collective de travail du 24 mai 1971 portant création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social pour les ouvriers des entreprises de services publics et spéciaux d'autobus et de services d'autocars" et portant détermination de ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 juillet 1971 (Moniteur belge du 23 octobre 1971);

2° "carte de conducteur" : la carte prévue dans l'annexe IB, I. Définitions, t) du Règlement (CE) n° 2135/98 du 24 septembre 1998 modifiant le Règlement (CEE) n° 3821/85 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et la directive 88/599/CEE concernant l'application du Règlement (CEE) n° 3820/85 et (CEE) et du Règlement n° 3821/85.

CHAPITRE III.

Intervention dans les frais relatifs à la délivrance de la carte de conducteur pour le tachygraphe digital

Art. 3. § 1er. Une fois par période de validité, l'employeur visé à l'article 1er, paie la carte de conducteur, délivrée à ses ouvriers visés à l'article 1er à condition que la date de début de la période de validité de la carte de conducteur soit située dans la



période d'occupation auprès d'un employeur appartenant au secteur des entreprises de services publics et spéciaux d'autobus et d'autocars et à condition que l'intervention dont question à l'alinéa 2 n'ait pas encore eu lieu pour cette carte.

L'employeur a droit à une intervention dans les frais relatifs à la délivrance de cette carte de conducteur.

§ 2. L'employeur peut demander l'intervention visée au § 1er, alinéa 2 de cet article pour toutes les cartes de conducteur délivrées après le 5 août 2005.

CHAPITRE VI. *Durée de validité*

Art. 7. § 1er. La présente convention collective de travail sort ses effets le 29 août 2006 et est conclue pour une durée indéterminée.



Assurance assistance

Convention collective de travail du 16 octobre 2007 (85598)

Programmation sociale pour le personnel roulant effectuant des services occasionnels, des services de navette internationaux et/ou des services réguliers internationaux

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises effectuant des services occasionnels, des services de navette internationaux et/ou des services réguliers internationaux et ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'aux ouvriers affectés à l'exécution desdits services.

§ 2. Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

§ 3. Pour l'application de la présente convention, sont assimilés aux ouvriers :

1° les personnes liées à un employeur visé à l'article 1er, § 1er de la présente convention par un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail qui effectuent principalement un travail manuel, peu importe la qualification juridique donnée par les parties au contrat de travail;

2° les personnes visées à l'article 3, 5°bis, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

CHAPITRE III. Assurance assistance

Art. 3. A partir du 1er janvier 2008, une assurance assistance est octroyée aux ouvriers visés à l'article 1er, valable pendant les déplacements professionnels de ces ouvriers. Cette police couvrira au minimum les garanties suivantes après maladie ou accident :

- transport et rapatriement sans limite;
- frais médicaux à l'étranger jusqu'à 125 000 EUR par personne;
- frais de traitement médical en Belgique après un accident à l'étranger jusqu'à 6 250 EUR par personne;
- assistance en cas de décès;
- retour prématuré de l'étranger pour raison urgente;



- prolongation ou amélioration du séjour pour raisons médicales;
- frais de recherche et de sauvetage à l'étranger jusqu'à 3 750 EUR par personne;
- transmission de messages urgents;
- envoi d'un chauffeur de remplacement en cas d'indisponibilité médicale.

CHAPITRE VI. Durée de validité

Art. 6. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er octobre 2007 et est conclue pour une durée indéterminée.



Indemnité en cas de perte du certificat de sélection médicale et en cas de décès suite à un accident dans la vie privée

Convention collective de travail du 16 octobre 2007 (85594)

Octroi d'une indemnité en cas de perte du certificat de sélection médicale et en cas de décès suite à un accident dans la vie privée

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des entreprises d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique.

CHAPITRE II. Notion

Art. 2. Pour l'application de la présente convention, on entend par "fonds social" : le "Fonds social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars", dont les statuts ont été fixés par la convention collective de travail du 16 octobre 2007 déterminant les statuts du "Fonds social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars".

CHAPITRE III. Ayants droit

Art. 3. Une indemnité unique est octroyée aux ouvriers/ouvrières des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars visés à l'article 1er, qui figurent dans la déclaration ONSS de l'employeur et qui introduisent une demande auprès du fonds social, en cas de retrait définitif du certificat de sélection médicale et en cas de décès suite à un accident dans la vie privée selon les modalités d'octroi mentionnées dans l'article 4.

CHAPITRE IV. Modalités d'octroi

Art. 4. § 1er. Retrait définitif du certificat de sélection médicale.

L'indemnité unique est octroyée aux conditions suivantes :



- a) l'ouvrier/ouvrière doit pouvoir justifier de 10 années d'ancienneté à temps plein auprès des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars et doit démontrer au moins pour cette période la possession du certificat de sélection médicale;
- b) le retrait du certificat de sélection médicale doit être définitif;
- c) le montant total est octroyé jusqu'à l'âge de 55 ans. À partir de 55 ans, un décroissement de 20 p.c. par année est prévu, de sorte que l'indemnité expire complètement le jour du 60ème anniversaire.

§ 2. Accident mortel dans le cadre de la vie privée.

L'indemnité unique est octroyée aux conditions suivantes :

- a) le décès doit être exclusivement la conséquence d'un accident dans la vie privée, c'est-à-dire lorsque la loi sur les accidents du travail n'est pas d'application ou lorsqu'une activité professionnelle indépendante est exercée;
- b) le décès doit être la conséquence d'un accident, c'est-à-dire un événement soudain non voulu par l'ouvrier/ouvrière et dont la cause se situe en dehors de son organisme;
- c) le décès doit avoir lieu au plus tard 3 ans après le jour de l'accident.

CHAPITRE V. Montant

Art. 5. Le montant de l'indemnité unique est fixé à 7 932,60 EUR.

CHAPITRE VI. Paiement

Art. 6. Ce montant est pris en charge par le fonds social ayant conclu une police d'assurance à cet effet.

CHAPITRE VII. Durée de validité

Art. 7. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 1980 et est conclue pour une durée indéterminée



Prime de fin d'année

Convention collective de travail du 15 décembre 2011 (108.085) (personnel roulant)

Octroi d'une prime de fin d'année pour 2011 au personnel roulant des entreprises d'autocars)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique :

1° au personnel roulant des entreprises d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique;

2° aux employeurs qui occupent le personnel visé au 1°.

Art. 2. Une prime de fin d'année de 1 879,52 EUR est accordée pour l'année 2011 au personnel roulant des entreprises d'autocars.

Le paiement de la prime de fin d'année se fait au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de décembre de l'année de référence.

Les membres du personnel roulant qui au cours de l'année de référence ont été occupés au sein de l'entreprise au moins pendant six mois peuvent prétendre à la prime selon les modalités fixées ci-dessous.

- les membres du personnel qui ont travaillé toute l'année de référence reçoivent le montant total de la prime;
- les membres du personnel qui, au cours de l'année de référence :
 - ont obtenu la prépension ou qui ont été pensionnés;
 - sont entrés en service;
 - ont été malades pour une période globale de plus de six mois;
 - ont été en incapacité de travail pendant une période globale de plus de six mois suite à un accident du travail;
 - ont été licenciés pour d'autres motifs que motifs graves,

reçoivent cette prime au prorata des mois de prestations de travail, étant entendu qu'une prestation de travail effective de dix jours au moins compte pour un mois entier; les jours de vacances légales et les journées d'absence justifiées pour maladie ou accident du travail, sont assimilés à des jours de prestations de travail avec un maximum de six mois.



Les chauffeurs qui travaillent à temps partiel obtiennent cette prime au prorata de la durée du travail hebdomadaire pour laquelle ils ont été engagés.

Les membres du personnel qui, au cours de l'année de référence, ont remis leur préavis et ne sont plus en service au 31 décembre ou qui ont été licenciés pour motifs graves, perdent le droit à cette prime.

Art. 3. Le fonds social du secteur paie en 2011 un acompte de 110 EUR brut aux membres du personnel roulant ayant droit à la prime de fin d'année.

Art. 4. Les employeurs paient en 2011 le montant mentionné à l'article 2 diminué de l'acompte déterminé à l'article 3.

Art. 5. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2011 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2011.



Convention collective de travail du 15 décembre 2011 (108.083) (personnel de garage)

Octroi d'une prime de fin d'année au personnel de garage

CHAPITRE 1er. Champ d'application

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs des entreprises de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'au personnel de garage qu'ils occupent.

§ 2. Par "services réguliers" on entend : le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

§ 3. Par "services réguliers spécialisés" on entend : les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus de 9 places (le chauffeur compris).

§ 4. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

CHAPITRE II. Modalités d'application

Art. 2. Les employeurs mentionnés à l'article 1er payent en 2011 au personnel de garage qu'ils occupent, une prime de fin d'année, calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Salaire horaire } 12/11 \times 38 \text{ h.} \times 52}{12}$$



Art. 3. La période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année prend cours au 1er octobre 2010 et prend fin au 30 novembre 2011.

Art. 4. Dans les cas définis au § 1er à § 7 inclus, les membres du personnel de garage ont droit à une partie de la prime, égale à 1/12 par mois de travail dans la période de référence et pour laquelle tout mois commencé est considéré comme un mois complètement presté :

§ 1er. Le personnel de garage qui est occupé depuis 3 mois au moins dans l'entreprise, mais qui ne compte pas une année d'ancienneté au 30 novembre 2011.

§ 2. Le personnel de garage pensionné et prépensionné et le personnel de garage licencié au cours de la période de référence, pour toute autre raison que la faute grave, bénéficie de la prime au prorata des prestations fournies au cours de la période de référence. La même règle est d'application pour les ayants droit du personnel de garage décédé au cours de la période de référence.

§ 3. Le personnel de garage qui quitte volontairement l'entreprise, alors qu'il se trouve en période de chômage économique, bénéficie de la prime au prorata des prestations fournies au cours de la période de référence.

§ 4. Le personnel de garage à temps partiel avec maintien de droits qui met lui-même fin au contrat de travail pour occuper un emploi comportant un nombre d'heures de travail plus élevé, a droit à la prime de fin d'année au prorata des prestations effectuées durant la période de référence.

§ 5. Le personnel de garage qui quitte volontairement l'entreprise et qui au moment où il annonce son départ volontaire, a 10 ans d'ancienneté ou plus dans l'entreprise, a droit à une prime de fin d'année au prorata.

§ 6. Le personnel de garage dont le contrat de travail prend fin pour des raisons de force majeure, bénéficie de la prime au prorata des prestations fournies au cours de la période de référence.

§ 7. Le personnel de garage qui a un contrat de travail à durée déterminée d'au moins 3 mois, a droit à la prime de fin d'année au prorata des prestations fournies.

Art. 5. Lorsqu'il est mis fin à un contrat de travail moyennant accord réciproque et que l'accord écrit ne prévoit pas de clause sur la prime de fin d'année, la prime de fin d'année n'est pas due.

Art. 6. A l'exception des cas prévus à l'article 4, §§ 3, 4 et 5, le personnel de garage qui quitte volontairement l'entreprise au cours de la période de référence perd le droit à la prime, si le préavis se termine avant le 30 novembre.



Art. 7. Le personnel de garage à temps partiel a droit à la prime de fin d'année au prorata de la durée du travail prestée.

Art. 8. Pour le paiement de la prime, tous les cas de suspension du contrat de travail sont assimilés, sauf :

§ 1er. En cas de suspension du contrat de travail pour cause de service militaire, la prime est payée à concurrence du temps de travail effectivement presté dans la période de référence.

§ 2. En cas de suspension du contrat de travail pour accident ou maladie ordinaire, l'assimilation est limitée à un maximum de 30 jours calendrier par période de référence.

§ 3. En cas de suspension du contrat de travail pour chômage économique, l'assimilation est limitée à un maximum de 150 jours dans la période de référence.

§ 4. En cas de suspension du contrat de travail à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, l'assimilation est limitée aux 12 premiers mois d'incapacité ininterrompue.

Pour chaque jour de suspension du contrat de travail qui n'est pas assimilé, le montant de la prime est diminué de 1/260ème.

Art. 8. La prime de fin d'année est octroyée à tous les membres du personnel de garage qui ont une ancienneté d'au moins 3 mois dans l'entreprise au 30 novembre 2011.

Art. 9. Le fonds social du secteur paye un acompte de 110 EUR bruts au personnel de garage qui a droit à la prime de fin d'année. Les employeurs payent le montant de la prime de fin d'année, diminué de l'acompte payé par le fonds social.

Art. 10. La prime de fin d'année est payée au plus tard le 20 décembre 2011.

CHAPITRE III. *Durée de validité*

Art. 11. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2011 et cesse d'être en vigueur au 31 décembre 2011.





Frais de transport

Convention collective de travail du 1er juin 1972 (1.320)

Fixation de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières

I. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises de services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars ressortissant à la Commission paritaire nationale du transport.

II. Intervention dans les frais de transport

Art. 2. Tenant compte de l'accord national interprofessionnel du 15 juin 1971, l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières pour la distance, aller et retour, entre leur domicile et le lieu du travail, est fixée ci-après.

Art. 3. Les ouvriers et ouvrières domiciliés à 5 km et plus du lieu du travail et pour autant qu'ils fassent usage d'un service de transport en commun, ont droit, à charge de l'employeur, à un remboursement des frais occasionnés pour un montant de 50 p.c. du prix d'un abonnement social de deuxième classe de la Société nationale des chemins de fer belge pour la distance, aller et retour, parcourue par le service de transport en commun entre le domicile et lieu du travail.

Art. 4. Le remboursement des frais occasionnés, dont question à l'article 3, se fait au moins chaque mois.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3, les conditions plus favorables en matière de transport existant sur le plan de l'entreprise, sont maintenues.

Art. 6. Les dispositions de la présente convention collective de travail impliquent que les ouvriers et ouvrières ne peuvent prétendre au paiement



des frais de transport lorsque l'employeur assure gratuitement, par ses propres moyens, le transport de ces ouvriers et ouvrières.

III. Durée de validité

Art. 7. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 1972 et est conclue pour une durée indéterminée.



Pension complémentaire

| | |
|--|---|
| Conforme à la loi du 28/04/2003 relative aux Pensions complémentaires (LPC) : | Oui |
| Champs d'application : Opting-out / pas de participation : | Non |
| Champs d'application : Exclusion des catégories : | Travail étudiant, travail dans le cadre d'un programme de formation/reconversion soutenu par les pouvoirs publics, ouvriers qui perçoivent déjà leur pension légale dans le cadre du travail autorisé |
| Organisateur : | Fonds Social pour les Ouvriers des Entreprises de Services Publics et Spéciaux d'Autobus et de Services d'Autocars |
| Exécuteur Engagement de pension : | Fortis Insurance |
| Exécuteur Engagement de solidarité : | Fonds de solidarité Car et Bus (FSE) |
| Cotisation (sur le salaire brut) : Engagement de pension (EP) Engagement de solidarité (ES) | <i>Voir la/les CCT.</i> |
| Convention collective de travail du 25 juin 2008 (88.917) Création du Fonds de Solidarité Car & Bus Durée de validité : 01/01/2008 - dur. ind. Convention collective de travail du 25 juin 2008 (88.918), modifiée par la CCT du 20 janvier 2011 (103.293) et la CCT du 20 octobre 2011 (107.039) Visant à instaurer un régime de pension sectoriel social pour les ouvriers occupés dans les entreprises de services réguliers, réguliers spécialisés et de services occasionnels Durée de validité : 01/01/2008 - dur. ind. | |
| (type 'cotisation fixe') 210 EUR x le régime de travail de l'affilié pour 2011 et 2012 A partir de 2011 : L'organisateur verse à l'organisme de solidarité un montant égal à 4,40% de la prime d'épargne-pension estimée pour l'armée en cours. Si ce montant s'avère | |



insuffisant en cours d'année, le solde limité à un maximum annuel par affilié de 25 EUR multiplié par le régime de temps de travail de l'affilié sera versé par l'organisateur.



Éco-chèques

Convention collective de travail du 26 novembre 2009 (97012) (personnel de garage)

Octroi d'éco-chèques au personnel de garage

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs des entreprises de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'au personnel de garage qu'ils occupent.

§ 2. Par "services réguliers" on entend : le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

§ 3. Par "services réguliers spécialisés" on entend : les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus que 9 places (le chauffeur compris).

§ 4. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par "services occasionnels" on entend : également les services réguliers internationaux à longue distance.

CHAPITRE III. *Attribution des éco-chèques*

Art. 3. Trois tranches semestrielles d'éco-chèques d'une valeur respective de 125,00 EUR sont payées à tout ouvrier occupé à temps plein.

Art. 4. Le paiement de ces éco-chèques se fera aux dates suivantes :

Primes



- au cours du mois de décembre 2009 et au plus tard le 31 décembre 2009. La période de référence commence le 1er juillet 2009 et se termine le 31 décembre 2009;
- au cours du mois de juin 2010 et au plus tard le 30 juin 2010. La période de référence commence le 1er janvier 2010 et se termine le 30 juin 2010;
- au cours du mois de décembre 2010 et au plus tard le 31 décembre 2010. La période de référence commence le 1er juillet 2010 et se termine le 31 décembre 2010.

Art. 5. La valeur nominale maximum de l'éco-chèque attribué conformément à l'article 4 de la présente convention collective de travail s'élève à 10,00 EUR par chèque.

Art. 6. L'éco-chèque est délivré au nom de l'ouvrier. Cette condition est censée être remplie si son octroi et les données y relatives sont mentionnés au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.

Art. 7. La durée de validité de 24 mois de l'éco-chèque doit être clairement indiquée, de même que son utilisation exclusive pour l'achat de produits et de services à caractère écologique, repris dans la liste en annexe à la convention collective de travail numéro 98.

Art. 8. Les éco-chèques ne peuvent pas, même partiellement, être échangés contre de l'argent.

CHAPITRE IV. *Prestations et assimilations*

Art. 9. Pour l'attribution des éco-chèques, on tient compte par période de référence, des jours prestés par le travailleur à temps plein.

Art. 10. § 1er. Sont assimilés à des jours de travail, tous les jours repris à l'article 8 de la convention collective de travail numéro 98 susmentionnée.

§ 2. Sont également assimilés à des jours de travail, tous les jours de chômage temporaire, ainsi que 30 jours de maladie ou d'absence suite à un accident (du travail) en plus des jours couverts par le salaire mensuel garanti.

CHAPITRE V. *Attribution d'un prorata*



Art. 11. Un montant au prorata sera payé dans les cas suivants :

- les ouvriers qui sont entrés en service ou qui ont quitté l'entreprise au cours du semestre concerné, ont droit à un prorata des tranches semestrielles sur la base de 1/25ème par semaine avec un maximum de 25/25èmes. Pour l'application de cet alinéa, on entend par "semaine" : chaque semaine comprenant au moins 1 jour presté ou assimilé;
- les travailleurs à temps partiel ont droit à un prorata en fonction de la fraction d'occupation. La fraction d'occupation représente le rapport entre la durée du travail hebdomadaire moyenne de l'ouvrier et la durée du travail hebdomadaire moyenne d'un ouvrier à temps plein.

Art. 12. Lorsqu'un ouvrier quitte l'entreprise, les éco-chèques, octroyés au prorata, doivent être payés au plus tard au moment du départ de l'entreprise.

CHAPITRE VI. *Récurrance*

Art. 13. Toute forme de concrétisation du pouvoir d'achat est valable pour une durée indéterminée. La valeur du pouvoir d'achat s'élève à 250 EUR par année (cotisations ONSS pour l'employeur et le travailleur incluses) à partir de 2011.

Art. 14. Après l'évaluation interprofessionnelle de l'avantage net en exécution de l'accord interprofessionnel 2009-2010 et d'éventuelles décisions au sujet des modifications, une évaluation sectorielle devra être prévue pour concrétiser, à partir du 1er janvier 2011, la récurrance de la prime de 250 EUR.

CHAPITRE VII. *Validité*

Art. 15. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er décembre 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.



Convention collective de travail du 20 octobre 2011 (107042) (personnel de garage)

Pouvoir d'achat du personnel de garage et octroi d'éco-chèques au personnel de garage

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs des entreprises de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique, ainsi qu'au personnel de garage qu'ils occupent.

§ 2. Par "services réguliers" on entend : le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

§ 3. Par "services réguliers spécialisés" on entend : les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus que 9 places (le chauffeur compris).

§ 4. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

CHAPITRE III. *Eco-chèques*

Section Ière. Cadre général



Art. 3. La présente convention collective de travail est conclue conformément à et en exécution de :

- l'accord interprofessionnel 2009-2010 du 22 décembre 2008;
- la convention collective de travail n° 98, modifiée par la convention collective de travail n° 98bis, relatives aux éco-chèques, conclues au Conseil national du travail respectivement le 20 février 2009 et le 21 décembre 2010;
- les avis relatifs aux éco-chèques avec les numéros 1675, 1728 et 1758 du Conseil national du travail du respectivement 20 février 2009, 16 mars 2010 et 21 décembre 2010;
- l'arrêté royal du 14 avril 2009 insérant un article 19quater dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur belge 20 mai 2009).

Section II. Attribution des éco-chèques

Art. 4. § 1er. Deux tranches semestrielles d'éco-chèques d'une valeur respective de 125,00 EUR sont payées chaque année à tout ouvrier occupé à temps plein.

§ 2. En dérogation au § 1er, des éco-chèques d'une valeur de 250,00 EUR sont payés en 2011 à tout ouvrier occupé à temps plein. Ces éco-chèques sont octroyés au plus tard le 15 décembre 2011. La période de référence commence le 1er décembre 2010 et se termine le 30 novembre 2011.

Art. 5. A partir de 2012, le paiement de ces éco-chèques se fera chaque année de nouveau aux dates suivantes :

- le 15 juin au plus tard pour la période de référence du 1er décembre de l'année précédente au 31 mai de l'année en cours;
- le 15 décembre au plus tard pour la période de référence du 1er juin au 30 novembre de l'année en cours.

Art. 6. La valeur nominale maximum de l'éco-chèque attribué conformément aux articles 4 et 5 de la présente convention collective de travail s'élève à 10,00 EUR par chèque.

Art. 7. L'éco-chèque est délivré au nom de l'ouvrier. Cette condition est censée être remplie si son octroi et les données y relatives sont mentionnés au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.



Art. 8. La durée de validité de 24 mois de l'éco-chèque doit être clairement indiquée, de même que son utilisation exclusive pour l'achat de produits et de services à caractère écologique, repris dans la liste en annexe à la convention collective de travail n° 98bis.

Art. 9. Les éco-chèques ne peuvent pas, même partiellement, être échangés contre de l'argent.

Section III. Prestations et assimilations

Art. 10. Pour l'attribution des éco-chèques, on tient compte par période de référence, des jours prestés par le travailleur à temps plein.

Art. 11. § 1er. Sont assimilés à des jours de travail, tous les jours repris à l'article 6 de la convention collective de travail n° 98 susmentionnée et modifiée par la convention collective de travail n° 98bis.

§ 2. Sont également assimilés à des jours de travail, tous les jours de chômage temporaire, ainsi que 30 jours de maladie ou d'absence suite à un accident (du travail) en plus des jours couverts par le salaire mensuel garanti.

Section IV. Attribution d'un prorata

Art. 12. Un montant au prorata sera payé dans les cas suivants :

- les ouvriers qui sont entrés en service ou qui ont quitté l'entreprise au cours du semestre concerné, ont droit à un prorata des tranches semestrielles sur la base de 1/25ème par semaine avec un maximum de 25/25èmes. Pour l'application de cet alinéa, on entend par semaine chaque semaine comprenant au moins 1 jour presté ou assimilé;
- les travailleurs à temps partiel ont droit à un prorata en fonction de la fraction d'occupation. La fraction d'occupation représente le rapport entre la durée du travail hebdomadaire moyenne de l'ouvrier et la durée du travail hebdomadaire moyenne d'un ouvrier à temps plein.

Art. 13. Lorsqu'un ouvrier quitte l'entreprise, les éco-chèques, octroyés au prorata, doivent être payés au plus tard au moment du départ de l'entreprise.

Section V. Récurrence



Art. 14. Toute forme de concrétisation du pouvoir d'achat est valable pour une durée indéterminée. Le coût de l'avantage s'élève à 250 EUR par année (cotisations l'ONSS pour l'employeur et le travailleur incluses) et ceci depuis 2011.

CHAPITRE IV. *Validité*

Art. 15. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2011 et est conclue pour une durée indéterminée.



Assurance hospitalisation

Convention collective de travail du 13 septembre 2010 (101890)

Assurance hospitalisation sectorielle pour les ouvriers des entreprises de service réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels

CHAPITRE 1er. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de services occasionnels ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'à leurs ouvriers.

§ 2. On entend par "ouvriers" : les ouvriers et les ouvrières.

§ 3. Par "services réguliers" on entend : le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

§ 4. Par "services réguliers spécialisés" on entend : les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus que 9 places (le chauffeur compris).

§ 5. Par "services occasionnels" on entend : les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 6. On entend par "fonds social" : le "Fonds social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars", dont les statuts sont déterminés par convention collective de travail du 16 octobre 2007 déterminant les statuts du "Fonds social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars", telle que modifiée par la convention collective de travail du 25 juin 2008.



CHAPITRE II.

Organisation, financement, gestion et exécution

Art. 2. § 1er. Le fonds social conclut une assurance hospitalisation sectorielle en faveur des ouvriers mentionnés sous l'article 1er, §§ 1er et 2.

§ 2. Cette assurance hospitalisation est financée par le fonds social.

§ 3. La gestion en est confiée à la compagnie d'assurances AG Insurance sa, boulevard Emile Jacqmain 53 B, 1000 Bruxelles, entreprise agréée sous le numéro de code 0079 RPM 0404.494.894.

§ 4. Le fonds social est chargé de l'exécution de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III. *Conditions d'affiliation*

Art. 3. § 1er. Pour les ouvriers en service le 1er avril 2010 le droit à l'intervention de l'assurance hospitalisation sectorielle prend cours à partir de cette date, à condition que ces ouvriers soient en service depuis 6 mois à cette date auprès de un ou plusieurs employeurs mentionnés sous l'article 1er de la présente convention et donc déclarés comme ouvrier sous la catégorie de l'ONSS 085.

§ 2. De plus ces ouvriers doivent avoir presté au minimum 50 jours de prestations ou des jours assimilés durant le 3ème ou le 4ème trimestre.

§ 3. Par jours de prestations ou jours assimilés on entend tous les jours déclarés dans la déclaration DMFA sous les codes suivants 001, 002, 003, 005, 010, 011, 020, 022, 023, 030, 050, 051, 052, 060, 061, 070, 071, 072 et 073.

§ 4. Pour les ouvriers qui ne sont pas en service depuis au moins 6 mois auprès de un ou plusieurs employeurs mentionnés sous l'article 1er de la présente convention et pour les ouvriers qui entrent en service après le 1er avril 2010, le droit à l'intervention de l'assurance hospitalisation sectorielle prend cours à partir du premier du mois qui précède la date à laquelle ces ouvriers sont en service depuis au moins 6 mois auprès de un ou plusieurs employeurs mentionnés sous l'article 1er de la présente convention et donc déclarés comme ouvrier sous la catégorie de l'ONSS 085.

§ 5. De plus ces ouvriers doivent avoir presté au minimum 50 jours de prestations ou des jours assimilés durant ces 6 mois.

§ 6. Par jours de prestations ou jours assimilés on entend tous les jours déclarés dans la déclaration DMFA sous les codes suivants 001, 002, 003, 005, 010, 011,



020, 022, 023, 030, 050, 051, 052, 060, 061, 070, 071, 072 et 073.

§ 7. Afin de maintenir le droit à l'intervention de l'assurance hospitalisation sectorielle, les ouvriers doivent avoir presté au moins 100 jours de prestations ou des jours assimilés, comme mentionné sous l'article 3, §§ 3 et 6, durant l'année calendrier précédente, sauf si cette année calendrier constitue l'année d'affiliation.

§ 8. Afin d'acquérir à nouveau le droit à l'intervention de l'assurance hospitalisation sectorielle après l'avoir perdu, les ouvriers doivent être en service depuis au moins 6 mois auprès de 1 ou plusieurs employeurs mentionnés sous l'article 1er de la présente convention et avoir presté durant ces 6 mois au minimum 50 jours de prestations ou des jours assimilés, comme mentionné sous l'article 3, §§ 3 et 6.

§ 9. Le droit à l'intervention de l'assurance hospitalisation sectorielle se termine le 1er jour du mois qui précède la date à laquelle l'ouvrier concerné n'est plus en service depuis 6 mois auprès de un ou plusieurs employeurs mentionnés sous l'article 1er de la présente convention et n'est donc plus déclaré comme ouvrier sous la catégorie de l'ONSS 085.

CHAPITRE IV. *Modalités de l'intervention*

Art. 4. Les modalités de l'intervention sont fixées dans le Plan Médical Ouvriers Bus & Car.

CHAPITRE V. *Système du tiers payant*

Art. 5. § 1er. Chaque affilié à l'assurance hospitalisation peut, en cas d'hospitalisation en Belgique, faire appel au système du tiers payant organisé par le gestionnaire via le "Service Center" Medi-Assistance.

§ 2. En cas d'hospitalisation, le système du tiers payant peut être demandé via le numéro mentionné sur la carte Medi-Assistance ou via le site web du gestionnaire.

CHAPITRE VI. *Continuation individuelle*

Art. 6. § 1er. Conformément aux dispositions de l'article 138bis-8 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, les ouvriers assurés disposent, en cas de perte de l'avantage de l'assurance hospitalisation sectorielle, du droit de poursuivre cette assurance individuellement sans devoir subir un examen médical supplémentaire ni devoir remplir un nouveau questionnaire médical. A cet effet, l'ouvrier assuré doit, durant les deux années précédant la perte de l'avantage, avoir



été affilié de manière ininterrompue à un ou plusieurs contrats d'assurance maladie successifs souscrits auprès d'une entreprise d'assurances.

§ 2. La prime qui devra être payée en cas de continuation individuelle de l'assurance hospitalisation sectorielle par l'ouvrier ayant droit, s'élève au tarif individuel en fonction de son âge au moment de l'affiliation auprès de l'assurance individuelle.

§ 3. Afin de permettre aux ouvriers assurés d'introduire à temps la demande de continuation individuelle auprès de l'assureur, le fonds social fournira, au plus tard 30 jours après la perte de l'avantage, l'information suivante par écrit ou de manière électronique à l'ouvrier assuré :

- le moment exact de la perte de la couverture de l'assurance hospitalisation sectorielle;
- la possibilité de poursuivre individuellement l'assurance;
- les coordonnées de l'assureur;
- le délai de 30 jours pendant lequel l'ouvrier assuré peut exercer le droit à la continuation individuelle.

Art. 7. § 1er. Conformément à l'article 138bis-9 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, l'assureur informe le fonds social de la possibilité pour l'assuré de payer individuellement une prime complémentaire pendant la période de couverture collective. Le paiement de ces primes complémentaires, pour autant qu'elles aient été payées année par année sans interruption, a pour effet qu'en cas de poursuite individuelle, la prime est calculée en tenant compte de l'âge de l'assuré au moment où il a commencé à payer les primes complémentaires.

§ 2. Le fonds social s'engage à fournir à tous les ouvriers assurés ainsi qu'à chaque fois qu'un nouvel ouvrier est affilié, l'information mise à disposition par l'assureur.

CHAPITRE VII. *Durée de validité*

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er avril 2010 et est conclue pour une durée indéterminée.